

Double qualité des produits : l'Europe réagit

Santé Bruxelles commence à s'intéresser aux produits vendus dans les pays de l'Est.

Laure de Charette
Correspondante à Bratislava

L'avenir du projet européen dépend tout à fait du contenu d'une boîte de pâté." C'est du moins ce qu'assure, trait d'humour à l'appui, le journal tchèque "Hospodarske noviny". Pour son éditorialiste, l'Europe ne peut pas d'un côté, demander davantage de solidarité aux pays de l'Est, notamment au sujet des quotas de migrants, et de l'autre, lui refourguer en douce des produits de piètre qualité.

Sauce carbonara aux matières grasses issues de plantes plutôt que d'animaux, gaufrettes moins croustillantes, pâte à tartiner pas aussi fondante, barre chocolatée bourrée d'acides gras, moutarde plus salée : "L'amour de l'Europe passe par l'estomac", conclut le quotidien de Prague.

Gens de 2^e catégorie

Visiblement, Bruxelles commence à s'intéresser au coup de fourchette de ses concitoyens. Pour la première fois depuis que la polémique du double standard de qualité a éclaté au printemps (des produits sont vendus à l'Est par de célèbres marques occidentales dans un emballage identique, mais contiennent souvent plus de sel, de sucre, de matières grasses et moins d'ingrédients sains ou de qualité, lire LLB 10/3/2017), la Commission euro-

péenne est montée au créneau.

Fin juillet, son président Jean-Claude Juncker a jugé "inacceptable" que des aliments vendus sous la même étiquette puissent être de moindre qualité dans les pays d'Europe de l'Est. "Je n'aime pas l'idée qu'il y ait des citoyens de seconde catégorie en Europe", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "Nous allons poursuivre notre intention commune de mettre fin à cette façon discriminatoire de fournir des denrées alimentaires au peuple slovaque".

Une victoire pour le Premier ministre slovaque Robert Fico, venu plaider ce jour-là la cause du groupe de Visegrad (Slovaquie, République tchèque, Pologne et Hongrie) et celle de ses voisins roumains et bulgares. "Le fait le plus important à mes yeux est que la Commission et son président acceptent que le problème existe, et que le président a promis d'accorder son attention à cette question", s'est félicité le dirigeant slovaque.

Dans la foulée, la Commission a annoncé qu'elle allait élaborer des propositions de directives visant à améliorer les tests de qualité des produits, et formuler une recommandation spéciale pour promouvoir les outils existants destinés à sécuriser la qualité de la nourriture et le respect des standards.

Parallèlement, la commissaire européenne aux Consommateurs Vera Jourova va entamer des discussions avec les producteurs et les supermarchés, en commençant par ceux dont les enquêtes ont déjà prouvé qu'ils vendent des produits de moins bonne qualité en Europe centrale.

Un accueil mitigé

Cette avancée a été saluée par le quotidien slovaque "Dennik". "Le mécontentement des gens ne sera pas sans conséquences", écrit l'un de ses

journalistes. "Les entreprises qui produisent aujourd'hui encore différents niveaux de qualité devront rapidement rectifier le tir. A long terme, elles ne peuvent pas se permettre de perdre leurs clients et de se mettre à dos les politiques qui les représentent."

De son côté, le magazine "Balkan Insight" craint néanmoins qu'"élaborer une nouvelle législation pour répondre aux plaintes des Etats membres de l'Est de l'Union européenne prenne beaucoup de temps". Sans doute.

En attendant, la colère exprimée par les responsables des pays d'Europe centrale et la réaction de Bruxelles devraient déjà bousculer les entreprises. L'une d'elles, le fabricant allemand de biscuits Bahlsen, vient d'ailleurs d'annoncer qu'il remplacerait l'huile de palme utilisée dans les produits distribués sur les marchés d'Europe de l'est par du beurre, comme prévu dans la recette initiale. Les autres géants de l'agroalimentaire incriminés suivront-ils cet exemple ?

Promouvoir les outils existants destinés à sécuriser la qualité de la nourriture et le respect des standards.